

«Le succès des efforts de la MONUSCO dans la protection des civils dépend de la capacité de la mission à communiquer avec eux et à gagner leur confiance.»

- Dirigeant local de la société civile congolaise, Dungu

Dungu, le 13 mars 2013

Martin Kobler

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la République Démocratique du Congo (RDC) et chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO)

Cc : Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU Hervé Ladsous
Commandant de la Force MONUSCO Lieutenant-général Carlos Alberto dos Santos Cruz

Objet : Appel pour que la MONUSCO renforce la protection des civils et aide à mettre fin aux violences de la LRA (Armée de Résistance du Seigneur) dans le nord-est de la République Démocratique du Congo

Cher M. Kobler,

En tant que représentants de 59 organisations de la société civile et de la défense des droits de l'homme, tant internationales que congolaises, nous vous écrivons pour vous faire part de recommandations sur la façon dont la MONUSCO peut mieux protéger les civils et aider à mettre fin aux violences de la LRA (Armée de Résistance du Seigneur) dans le nord-est de la RDC.

Depuis 28 ans, la LRA attaque des communautés dans des zones isolées d'Afrique centrale, massacrant des milliers de civils et enlevant des dizaines de milliers d'enfants pour en faire des combattants. Aujourd'hui, dans le nord-est de la RDC, beaucoup de civils restent traumatisés par une série de massacres perpétrés par la LRA entre décembre 2008 et décembre 2009, au cours desquels les membres de la LRA ont tué plus de 1100 personnes et enlevé plus de 400 autres. Quand bien même les violences de la LRA ont diminué ces dernières années, ce groupe continue de représenter une menace majeure pour la sécurité des civils vivant dans les districts du Haut Uélé et du Bas Uélé de la province orientale de la RDC, d'autant plus que des officiers importants de la LRA y sont toujours actifs. En 2013, le groupe a commis au moins 124 attaques et enlevé presque 200 civils en RDC. Plus de 236.000 civils congolais ont dû quitter leurs maisons pour fuir les attaques de la LRA, dont presque 18.000 se sont exilés dans des pays voisins.

La MONUSCO opère depuis 2005 dans les zones touchées par la LRA mais n'a pas fourni de protection suffisante pour les civils vivant dans ces zones. Bien que nous soyons conscients du fait que la MONUSCO a des obligations concurrentes à travers la RDC, compte tenu des dizaines de groupes armés responsables d'attaques contre les civils dans différents endroits,

nous croyons qu'il est possible de faire bien plus pour améliorer la protection des civils dans les zones touchées par la LRA sans un déploiement considérable de ressources supplémentaires. Grâce à votre leadership et au déploiement stratégique des ressources disponibles, la MONUSCO pourrait jouer un rôle clé pour mettre fin aux attaques d'un des groupes rebelles les plus brutaux d'Afrique.

Actuellement, les Casques bleus de la MONUSCO risquent rarement le contact direct avec la LRA, cherchant plutôt à décourager les attaques de la LRA par une présence dans les villes principales et des patrouilles périodiques le long des routes. Les tentatives de relier les systèmes civils d'alerte rapide, dont un réseau d'alerte radio à haute fréquence (HF), à des patrouilles d'intervention rapide de Casques bleus ont été la plupart du temps inefficaces.

Les combattants de la LRA, très mobiles, profitent aisément des failles dans les tactiques prévisibles de protection civile de la mission et procèdent régulièrement à des attaques à proximité des bases de la MONUSCO. En août 2010, à seulement 500 mètres d'une base de maintien de la paix de l'ONU à Duru, la LRA a enlevé huit civils, dont trois enfants, et plus tard tué trois de leurs captifs avec des machettes. Dans une durée de deux semaines en février 2014, des forces soupçonnées de la LRA ont commis 10 agressions et enlevé 11 personnes près de Nambia, une communauté à seulement 15 km au nord de la base de la MONUSCO à Niangara.

Par ailleurs, les consultations et le partage d'informations entre la MONUSCO et les représentants de la société civile congolaise ont été insuffisants. Beaucoup d'habitants des zones touchées par la LRA se sentent frustrés ou indifférents vis-à-vis du travail de la mission. Le personnel de la MONUSCO est également réticent à mener des enquêtes approfondies sur les attaques signalées de la LRA. En conséquence, la MONUSCO est souvent laissée de côté par les réseaux d'information locaux, ce qui limite sa capacité à analyser les tendances dans les activités de la LRA, à comprendre les menaces auxquelles les civils font face, et à cibler efficacement ses ressources pour les protéger.

En outre, le programme de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réhabilitation, de réinsertion (DDRRR) mené par la mission, qui était autrefois robuste, a perdu de son élan dans les zones touchées par la LRA. Il n'a pas réussi à gagner du terrain, même si les désertions récentes au sein de la LRA suggèrent que de nombreux combattants sont déçus et veulent désertier. De nombreux membres de la communauté congolaise estiment que l'équipe du programme DDRRR ne les consulte pas suffisamment lors de la conception des programmes. La mission a également été lente à réagir aux éventuelles défections, y compris lorsque des membres de la LRA indiquent leur désir de s'échapper. Par exemple, les troupes de la MONUSCO ont rejeté un combattant ougandais de la LRA qui a essayé de se rendre à eux à plusieurs reprises en avril et mai 2013 avant de finalement y parvenir en août de la même année.

Ci-dessous se trouve une série de recommandations plus détaillées sur la façon dont la MONUSCO pourrait mettre en œuvre plus efficacement ses missions de protection des civils

et de DDRRR dans les zones touchées par la LRA.

Nous sommes convaincus qu'avec l'aide de la MONUSCO, il est possible de mettre fin à la violence de la LRA dans le nord-est de la RDC. Nos espoirs sont confortés par les progrès fragiles mais importants réalisés dans l'amélioration de la sécurité dans d'autres endroits de la RDC orientale, et nous vous invitons fortement à revitaliser de la même façon le travail de la mission dans les zones touchées par la LRA.

Nous serions heureux de vous rencontrer pour discuter de ces recommandations de manière plus approfondie.

Sincères salutations,

[Veuillez voir la fin du document pour la liste complète des 59 organisations et représentants signataires]

Recommandations pour la relance des efforts de la MONUSCO en matière de protection civile et de DDRR dans les zones touchées par la LRA

1. Rétablir la confiance et le partage d'information avec la population civile locale

La reconstruction d'une relation forte avec les dirigeants de la société civile et les communautés locales congolaises dans les zones affectées par la LRA est essentielle pour que la MONUSCO puisse développer, mettre en œuvre et évaluer des stratégies efficaces de protection des civils. Pour faciliter ces efforts, la MONUSCO devrait augmenter le nombre d'assistants de liaison communautaire (ALC) et d'observateurs militaires (MILOBS) déployés dans les bases de la MONUSCO situées dans ces zones et s'assurer qu'ils ont une structure de soutien adéquate à Dungu.

Ce personnel, incluant à la fois des hommes et des femmes, devra rencontrer plus fréquemment les membres de la communauté, à l'occasion notamment de forums locaux tels que des réunions de communauté en plein air et des groupes de discussion. En plus de rencontrer les représentants du gouvernement local et un petit nombre de membres clés de la société civile, ils devront consulter une plus grande diversité de membres de la communauté, comprenant les jeunes, les aînés, les femmes, les chefs religieux et les chasseurs.

Ces consultations, qui pourraient être améliorées grâce à des émissions de radio FM régulières, aideraient également le personnel de la MONUSCO à mieux expliquer leurs activités et à tempérer les attentes irréalistes au sein des communautés. Les efforts de sensibilisation communautaire de la MONUSCO seront également facilités si son personnel reçoit une meilleure formation pratique sur la façon de consulter les communautés locales et d'interagir avec les femmes et d'autres groupes vulnérables.

2. Soutien aux initiatives communautaires d'autoprotection

Face à des restrictions importantes en matière de ressources à travers la RDC, les Casques bleus de la MONUSCO ne sont pas en mesure, à eux seuls, de protéger en permanence les populations rurales dans les Uéléés contre les groupes très mobiles de la LRA. Cependant, la MONUSCO peut significativement améliorer son soutien aux initiatives communautaires d'autoprotection par des mesures à faible coût et à fort impact, comme multiplier les échanges d'informations avec les civils, améliorer les enquêtes sur les activités de la LRA, et étendre les projets à impact rapide (QIP).

Une connaissance des modes d'activité de la LRA en termes de déplacements et d'attaques peut aider les civils à réduire leur vulnérabilité face aux groupes rebelles. Le personnel de la MONUSCO, en particulier le personnel civil et les observateurs militaires (MILOB), devraient profiter des réunions des comités de sécurité locaux dans les villes où ils sont déployés pour diffuser largement des informations sur les modes d'activité de la LRA. Le personnel de la MONUSCO doit également partager de manière plus proactive des informations avec la société civile dans les communautés plus éloignées de leurs bases et chercher des moyens d'améliorer le partage d'information avec les groupes civils d'autodéfense non-armés.

En s'engageant dans de telles initiatives, le personnel de la MONUSCO peut rencontrer certains membres de la communauté, tels que les chasseurs, mieux disposés à partager des informations sur les attaques, les itinéraires de déplacement et les camps de la LRA. Dans le cadre d'un échange mutuel d'informations, le personnel de terrain de la MONUSCO doit être encouragé à mener des enquêtes approfondies sur les attaques de la LRA, y compris via des entretiens en personne avec les victimes d'attaques et avec les évadés de la LRA, dans la mesure du possible. En analysant ces informations avec celles recueillies dans d'autres communautés, la MONUSCO pourra alors fournir aux civils de nouvelles données sur les tendances d'activité de la LRA, des données qui permettront d'informer et d'améliorer les stratégies d'autoprotection.

En coordination avec les organisations humanitaires, la MONUSCO devrait élargir l'utilisation des fonds affectés aux projets à impact rapide (QIP). Les fonds QIP peuvent aider à financer des formations et des ateliers dans lesquels les membres de la communauté peuvent renforcer des stratégies pratiques visant à réduire leur vulnérabilité face aux attaques de la LRA lors des activités agricoles, de la chasse et des voyages sur les routes. Les fonds QIP peuvent également être utilisés pour améliorer l'infrastructure locale qui contribue à réduire la vulnérabilité des civils face aux attaques de la LRA, en plaçant par exemple les pompes à eau dans des zones plus sûres. Le personnel de la MONUSCO doit s'assurer que ces projets tiennent particulièrement compte de la vulnérabilité des femmes et des enfants et n'exposent pas les civils à un plus grand risque en fragilisant les stratégies d'autoprotection existantes.

3. S'assurer que les mesures de protection sont adaptées et coordonnées

L'amélioration du partage d'information avec les communautés congolaises aidera le bataillon de Casques bleus marocains (MORBAT) déployés dans les zones touchées par la LRA à

remplir plus efficacement leurs fonctions en matière de protection civile. Plus particulièrement, les contributions de la communauté peuvent aider la MORBAT à adapter ses patrouilles pour mieux minimiser les menaces locales envers les civils, en effectuant par exemple des patrouilles à pied et motorisées le long de routes spécifiques et près des fermes des villageois. Avec plusieurs unités de maintien de la paix mobiles, telles que les forces spéciales guatémaltèques (GUASFOR), la MORBAT devrait également réagir plus rapidement lorsque les forces de la LRA menacent à plusieurs reprises les civils dans les villes périphériques, comme ils l'ont fait à Nambia en février 2014.

La direction de la MONUSCO devrait également améliorer sa coordination avec les forces de sécurité congolaises, en particulier celles qui sont déployées avec le Groupe régional de travail de l'UA (RTF, *Regional Taskforce*) sur la LRA, et avec des conseillers militaires américains à Dungu. Le centre des opérations conjointes de renseignement (JIOC), qui analyse les tendances des activités de la LRA et coordonne toutes les forces militaires déployées dans les Uéléés, pourrait jouer un rôle plus important dans la planification des patrouilles et des déploiements des Casques bleus. Les patrouilles sont actuellement conçues en grande partie par le personnel de la Brigade de l'Ituri de la MONUSCO à Bunia, personnel qui est situé loin des zones touchées par la LRA et qui n'est pas vraiment familier avec l'activité de la LRA, les opérations du groupe régional de travail (RTF) et les vulnérabilités des civils. Le JIOC peut jouer un rôle particulièrement important à deux égards : guider les patrouilles de la MONUSCO afin de réduire les risques pour les civils pendant les opérations du RTF contre la LRA et fournir des objectifs de collecte d'informations stratégiques au personnel de la MONUSCO dans les villes périphériques.

Les communautés congolaises ont également manifesté un fort désir pour que les Casques bleus de la MONUSCO renforcent leur appui aux troupes de l'armée congolaise chargées de la protection des civils dans les zones touchées par la LRA, y compris par l'augmentation du soutien logistique et des patrouilles conjointes. Dans ce cas, la mission devra veiller à ce que ces troupes soient correctement sélectionnées, conformément aux lignes directrices de la politique de diligence de l'ONU, et que les Casques bleus ne fournissent pas de soutien aux unités de l'armée congolaise qui ont été responsables de graves violations des droits de l'homme.

4. Revitaliser le programme DDRRR

Le programme DDRRR est une méthode efficace et économe en ressources pour réduire la capacité de la LRA à attaquer des civils. La MONUSCO devra augmenter le financement et le personnel à la disposition du bureau du programme DDRRR à Dungu, qui devra déployer du personnel civil attaché à chaque déploiement avancé de la MONUSCO. Le personnel du programme DDRRR, en particulier celui qui est déployé sur le terrain, devrait consulter plus régulièrement les membres de la communauté sur les activités du programme DDRRR, y compris par des brochures et des campagnes de sensibilisation sur radio FM. Il devrait également recueillir des informations auprès des membres de la communauté sur les déplacements et les activités des groupes de la LRA, et élaborer des stratégies d'intervention rapide lorsque les possibilités de défection au sein de la LRA se présentent. Le personnel de la

MONUSCO doit s'assurer que les membres de la communauté ne soient pas seulement consultés, mais qu'ils aient également une influence sur la mise en œuvre de ces initiatives.

Le personnel du programme DDRRR doit mieux coordonner son travail avec les initiatives de défection menées par les ONG, le département d'État américain et les conseillers militaires. Il doit également améliorer la formation des Casques bleus de la MONUSCO pour que ces derniers apprennent à reconnaître les signes que des membres de la LRA tentent de s'échapper, à faciliter leur reddition, et à s'organiser avec le personnel du programme DDRRR pour s'assurer que les patrouilles de maintien de la paix ne portent pas atteinte par inadvertance aux initiatives de DDRRR.

En accord avec les organismes civils de l'ONU et les organisations humanitaires, l'équipe du programme DDRRR de la MONUSCO doit également fournir un appui technique et matériel à la réinsertion des civils congolais désertant la LRA. Le personnel de la MONUSCO peut participer à la conception de projets de réinsertion qui impliquent activement les communautés d'accueil, favorisent l'interdépendance économique et sociale, et atténuent les attitudes hostiles des communautés envers les anciens de la LRA.

Organisations signataires

Afrique

1. Action Humanitaire Justice pour Victime
2. Action pour le Développement et la Protection Communautaire (ADPC)
3. Association de Taxi Moto Dungu (ATAMOD)
4. Association des agriculteurs de Bangadi
5. Association des Femmes des Nazawa pour le Développement (AFND)
6. Associations des Mamans de Bangadi
7. Associations des Mamans de Duru
8. Association des Mamans de Ngilima
9. Association Nationale des Mamans pour l'Aide aux Déshérités (ANAMAD)
10. Carrefour juridique culturel
11. Centre de Réinsertion et d'Accompagnement au Développement (CRAD)
12. Coalition Congolaise pour la Justice Transitionnelle (CCJT)
13. Coalition Nationale pour la CPI en RDC
14. Collectif des Auxiliaires Libéraux de Justice
15. Commission Autochtone de Lutte contre la LRA: CALL
16. Commission Diocésaine de Justice et Paix du Diocèse d'Isiro Niangara
17. Commission Diocésaine de Justice et Paix du Diocèse Dungu Doruma
18. Commission Diocésaine de Justice, Paix et Réconciliation, Diocèse Anglicanne d'Aru
19. Congo Action pour le Développement (CAD)
20. Communauté pour la Promotion des Humains (CPH)

21. Communicateurs pour la Promotion, Protection et Défense des Droits de L'homme plus la Ligue des Femmes Défenseuses de droits Humains ont leurs sièges au Kasai Oriental (COPPRODDHO ONGDH)
22. Congo en Images (CIM)
23. Dynamique de Développement Durable (DDD)
24. Fondation Congolaise pour la Promotion des Droits de l'Homme et la Paix
25. Fondation point de vue des jeunes africains pour le développement (FPJAD asbl)
26. Forum des Mamans de l'Ituri (FOMI)
27. Groupe d'Associations de Défense des Droits de l'Homme et de la Paix (GADHOP)
28. Groupe LOTUS
29. Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP)
30. Institut Supérieur de Dungu (ISD)
31. JUSTICIA Asbl
32. la Ligue des femmes défenseuses des Droits Humains (LIFEDDH)
33. Ligue des volontaires pour la défense des droits humains (LISVDHE)
34. Ligue Nationale Pour Les Elections Libres et Transparentes (LINELIT)
35. Ligue pour la Promotion et le Développement Intégral de la Femme et de l'Enfant
36. Mama Tiya Molende (MTM)
37. ONGDH Justice Plus
38. Option pour Assister les Personnes Vulnérables (OAPV)
39. Président de la société civile Bangadi
40. Président de la société civile de Faradje
41. Protection, Action pour le Développement Intégrale (PADI)
42. Réseau des associations des droits de l'homme du Sud Kivu (RADHOSKI)
43. Réseau des Organisations féminines des Uélés (ROFU) [15 organisations féminines]
44. Rt. Rev. Samuel Enosa Peni, Bishop of the Diocese of Nzara, South Sudan and Chair for Regional Taskforce for Religious Leaders and Civil Society in the LRA-affected region
45. Société Civile de Niangara
46. Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH)
47. Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI)
48. Solidarité et Assistance Intégrale aux Personnes Démunies (SAIPED)
49. Terre des enfants
50. Youth Program for the Development of Africa (YPDA)

Amérique du Nord/Europe

1. Conciliation Resources
2. Discover the Journey
3. The Enough Project
4. European Network for Central Africa (EurAc)
5. Global Centre for the Responsibility to Protect
6. Jocelyn Kelly, Director, Women in War Program, Harvard Humanitarian Initiative
7. PAX
8. The Resolve LRA Crisis Initiative
9. The Roméo Dallaire Child Soldiers Initiative